

Ville multi-inter-culturelle ?

Discours, pratiques, réalités

Hassan BOUSETTA, Chercheur qualifié du FRS-FNRS au Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations de la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Liège

Jean-Michel LAFLEUR, Chercheur qualifié du FRS-FNRS et directeur adjoint du Centre d'Études de l'Ethnicité et des Migrations de la Faculté des Sciences sociales de l'Université de Liège

Gregor STANGHERLIN, Enseignant à l'École Supérieure d'Action Sociale (Haute École Libre Mosane)

Introduction¹

Dans la vaste littérature consacrée aux migrations humaines, la ville occupe traditionnellement une place centrale. En effet, c'est en ville plus qu'ailleurs que les nouveaux arrivants font leurs premiers pas dans le pays de résidence. C'est aussi en ville que l'insertion sociale, économique ou politique des migrants et des populations étrangères se produit. Pour ces différentes raisons, c'est traditionnellement dans l'espace urbain que les questions migratoires trouvent une visibilité plus forte.

D'emblée, on pourrait s'interroger sur la terminologie la plus adéquate pour caractériser l'espace urbain dès lors qu'il constitue le contexte de réception par excellence de l'immigration. Comment en effet définir la nature des villes confrontées aux mobilités humaines : villes d'immigration, villes (post-) migratoires, villes transnationales, villes inter- ou multi-culturelles ? Peut-on simplement se contenter d'assimiler l'une à l'autre ? Si certains chercheurs favorisent l'usage des termes de « villes d'immigration » ou de « villes post-migratoires »² en référence à la manière dont elles ont été façonnées et continuent à l'être par la mobilité humaine, d'autres caractérisations sont possibles selon la perspective adoptée par le chercheur.

Dans cette contribution – qui explore la question de la diversité culturelle et de sa gestion au niveau de la ville de Liège – nous adoptons une attitude pragmatique qui considère que les différentes dimensions évoquées ci-avant sont toutes pertinentes et présentes dans le contexte lié-

¹ Certaines parties de cette contribution ont été publiées précédemment par Jean-Michel LAFLEUR et Gregor STANGHERLIN dans la revue *Dérivations* n° 3, 2016. Les auteurs et coordinateurs de l'ouvrage remercient les éditeurs de la revue pour leur accord.

² Voir ALEXANDER Michaël, *Cities and Labour Immigration. Comparing policy responses in Amsterdam, Paris, Rome and Tel Aviv*, Aldershot, Ashgate, 2007, 242 p. et MARTINIELLO Marco, *La démocratie multiculturelle, Citoyenneté, diversité, justice sociale*, Paris, Presses de Sciences Po/La Bibliothèque du citoyen, 2011, 160 p.

geois. Par son histoire, la ville peut être définie comme étant en situation post-migratoire. Par son actualité, elle peut être considérée en situation migratoire. Elle est aussi une cité inter- et multiculturelle ainsi qu'une ville transnationale. Notre attention se portera plus spécifiquement sur l'écart et les tensions qui se jouent entre la ville d'immigration comme réalité sociale d'une part, et d'autre part, la « ville interculturelle » comme construction politique revendiquée et mobilisée par les acteurs institutionnels liés à la ville³.

Pour ce faire, ce chapitre se compose de trois parties, elles-mêmes divisées en sections.

Tout d'abord, le questionnement se veut général et théorique. Il vise, dans un premier temps, à souligner les liens entre ville, migration et diversité culturelle ainsi qu'à discuter, dans un deuxième temps l'articulation entre interculturelité et multiculturalité. Cette tentative de clarification des catégories du débat politique et intellectuel servira de guide à une troisième partie consacrée à l'analyse empirique du terrain liégeois. La problématique de la diversité culturelle dans l'environnement urbain liégeois y est resituée dans le contexte des grandes évolutions socio-démographiques de la population étrangère. Par sa centralité géographique au nord-ouest de l'Europe, la ville de Liège fut au cours de son histoire un creuset pour de nombreuses immigrations. Nous montrons que les migrations se sont poursuivies durant les deux dernières décennies, tout en se transformant.

L'analyse se concentre également sur le pouvoir décisionnel local et les modes de gestion de l'interculturalité qu'il mobilise. Plus exactement, nous illustrons l'idée selon laquelle la gestion de l'interculturalité se joue dans un contexte d'ouverture relative⁴. Par ailleurs, nous discutons le fait que l'interculturalité continue à se heurter à d'importants obstacles, au premier rang desquels la grande vulnérabilité sociale des publics cibles. En effet, si l'on confronte le discours officiel sur la diversité à Liège avec une série d'indicateurs sur l'intégration des populations étrangères, on s'aperçoit rapidement que les migrants et les personnes issues de l'immigration font encore face à une série d'obstacles structurels qui compliquent sérieusement l'émergence de l'idéal d'une ville interculturelle harmonieuse où chacun peut s'épanouir.

³ Nous revenons ci-dessous sur les concepts d'interculturalité et de multiculturalité.

⁴ Par « centralité politique », nous faisons moins référence au positionnement des acteurs qu'au nombre de débats, délibérations et discussions spécifiquement consacrés à ce sujet dans l'espace politique local.

1. Ville, migration et diversité culturelle

La diversité culturelle dans la ville semble aujourd'hui à la croisée des chemins. Les migrations ont incontestablement transformé les villes d'un point de vue social et démographique mais la place accordée à la diversité apportée par les migrations fait encore largement débat. L'évolution de la situation internationale (guerres, terrorisme, populisme) complexifie les débats intra-européens en les rendant extrêmement sensibles et défensifs. On peut ainsi souligner que si les pays de l'Union européenne ont développé des politiques de gestion des migrations de plus en plus restrictives et réactives depuis deux décennies⁵, cela entraîne des conséquences néfastes pour la prise en compte de la diversité culturelle à l'intérieur des villes et des États-membres. Les politiques de lutte contre l'immigration irrégulière et les stratégies policières qui découlent de la sécuritarisation de la migration entraînent des effets déstabilisateurs pour les populations d'origine étrangère installées régulièrement et souvent de longue date dans les grandes métropoles européennes. La situation est d'autant plus difficile que nous sommes entrés avec la crise de l'accueil des demandeurs d'asile de 2015-16 dans une pression accrue sur les villes pour qu'elles accueillent davantage de demandeurs d'asile originaires de zones de conflit. Par ailleurs, toutes les villes et tous les États européens se sont trouvés bouleversés depuis 2015 par la préoccupation croissante pour la question du terrorisme. Aujourd'hui, pour nombre de migrants et leurs descendants, maintenir des identifications fortes ou des liens avec la société d'origine peut être interprété comme le signe d'un manque ou d'un refus d'intégration – sans que celle-ci soit clairement définie d'ailleurs – voire même comme une menace ou un manque de loyauté.

Les migrants ont tendance à s'installer et se regrouper davantage dans les villes que dans les régions semi-rurales ou rurales. En effet, ce sont les métropoles qui offrent principalement aux migrants internationaux les opportunités économiques et d'emploi qu'ils recherchent et les espaces de solidarité nécessaires à leur adaptation. C'est donc aussi en ville qu'émerge de manière la plus visible et manifeste la problématique de la diversité culturelle. Les enjeux des migrations vers les villes et ceux de la diversité culturelle vont donc de pair dans une très large mesure. La migration est l'une des sources majeures de la diversification culturelle des métropoles. En témoignent quotidiennement l'émergence et la politi-

⁵ Voir GSIR Sonia, « Immigration. L'illusoire contrôle de la diversité », in BRAHY Rachel et DUMONT Élisabeth (dir.), *Dialogues sur la diversité*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2015, pp. 149-164.

sation de problématiques associées à la question de la diversité culturelle dans l'espace scolaire, professionnel ou autre.

Lorsqu'on parle de diversité culturelle, c'est avant tout pour faire le constat que nos quartiers, villes et sociétés sont composés de différentes *cultures*, que – malgré le flou qui entoure cette catégorie fuyante – l'on pourrait définir de manière simplifiée comme « un ensemble de manières de penser, de sentir et d'agir propre à un groupe donné »⁶. Au départ, cela n'implique donc aucun jugement de valeur. On ne devrait être ni pour ni contre la diversité des cultures dans un espace donné. Il s'agit d'une simple observation. C'est en quelque sorte le niveau élémentaire de la multiculturalité que Martiniello (2011) qualifie du niveau du « multiculturalisme *de facto* » ou du « multiculturalisme descriptif »⁷.

C'est aussi à travers la migration que se jouent des transformations culturelles et identitaires dans les villes. Les migrations questionnent le récit national et imposent de le revisiter de manière critique, y compris dans ses éventuelles déclinaisons locales. Un certain nombre de pays et de villes développent un récit mythifié de la nation fondé sur le postulat d'une congruence entre un État et un peuple présenté comme homogène sur le plan culturel et identitaire. Or, la migration contribue à transgresser ces schémas et questionne de manière de plus en plus directe ce type de prétentions à l'authenticité.

L'ampleur des mouvements humains dans le monde aujourd'hui impose aux États et aux décideurs politiques de reconnaître, de prendre en compte et de gérer la diversité culturelle non pas simplement comme une question liée à la vie personnelle et privée des personnes et groupes concernés mais comme un enjeu dans toute une série de domaines de la *vie publique* (vie politique, santé, éducation, logement, etc.). L'histoire des vieilles sociétés d'immigration (USA, Canada, etc.) enseigne que les migrants, même lorsqu'ils sont censés s'inscrire dans un accueil temporaire, finissent le plus souvent par s'installer définitivement. Par la même occasion, ils contribuent à faire émerger dans l'espace public des problématiques liées à la préservation de leurs particularismes. C'est pour cette raison que les enjeux de la gestion de la diversité culturelle ont acquis, comme nous le verrons dans la troisième partie de ce chapitre, une plus ou moins grande centralité politique dans les villes d'immigration. La question qui est aujourd'hui posée est celle de savoir comment trouver

⁶ Voir ROCHER Guy, *Introduction générale à la sociologie*, Montréal, Éditions HMH, 1969, p. 88.

⁷ Voir MARTINIELLO Marco, *La démocratie multiculturelle, Citoyenneté, diversité, justice sociale*, op. cit., p. 86.

un point d'équilibre, voire dans le meilleur des cas une harmonie, entre des exigences d'égalité entre tous les citoyens et des demandes de reconnaissance des différences culturelles et des affirmations identitaires de groupes particuliers.

2. L'interculturalité et la multiculturalité : faux amis, vrais ennemis ?

L'interculturel et le multiculturel sont généralement présentés comme deux démarches conceptuellement distinctes et logiquement opposées⁸. Alors que la première serait fondamentalement basée sur l'interpénétration, la communication et l'échange entre cultures, la seconde mettrait davantage l'accent sur la protection et la préservation de chacune d'entre elles. En première approximation, l'interculturalité et la multiculturalité correspondraient donc bien à deux façons, parmi d'autres, de gérer la diversité culturelle et identitaire dans l'espace public. Si on peut admettre que ce sont en effet des modalités distinctes de gestion de la différence, il est plus difficile d'admettre qu'elles soient logiquement opposées⁹. L'interculturalité et la multiculturalité doivent davantage être vues comme des positions distinctes sur un continuum balisé par une plus ou moins grande valorisation des frontières de groupes, ethniques ou culturelles.

En Belgique francophone de manière générale et à Liège en particulier, le sens commun tend à associer une valeur supérieure à la première approche. En effet, on privilégie généralement la démarche interculturelle qui est vue comme synonyme d'intégration et d'enrichissement mutuel. L'approche multiculturaliste tend à être perçue comme plus propice à générer de la fragmentation sociale ainsi que du « communautarisme » et des dérives contraires aux libertés. Cette inclination en faveur de l'interculturalité dépasse largement l'espace belge francophone. Le Québec, par exemple, développe également une approche interculturelle basée sur la promotion du dialogue des cultures, censée favoriser leur compréhension mutuelle. Cette démarche insiste sur le fait que la coexistence entre gens de cultures différentes ne doit pas se faire en sens unique. Il s'agit d'un exercice au cours duquel chacun doit faire un pas en direction de l'autre. Du côté des pays anglophones par contre, on a, historiquement, plutôt mis l'accent sur le multiculturel et sur l'idée qu'on doit

⁸ Voir BARRETT Martyn (dir.), *Interculturalism and multiculturalism : Similarities and Differences*, Strasbourg, Council of Europe Publishing, 2013, 187 p.

⁹ MEER Nasar et MODOOD Tarik, « How does Interculturalism Contrast with Multiculturalism ? », in *Journal of Intercultural Studies*, 2011, vol. 33, n° 2, pp. 175-196.

permettre aux cultures minoritaires de se développer et survivre dans l'espace public. La perspective multiculturelle craint par-dessus tout l'assimilation. Elle a donc pour objectif de permettre aux minoritaires de maintenir leur existence comme groupes distincts en soutenant la reproduction de leurs particularismes à long terme. Pour réaliser cette ambition, elle se donne comme moyen non seulement de reconnaître mais de célébrer la présence des cultures minoritaires. Dans cette perspective, les différences doivent en effet être soulignées et mises à l'honneur comme enrichissement de l'ensemble de la société.

La gestion politique de la diversité culturelle dans les villes peut poursuivre des objectifs très différents¹⁰. C'est à ce niveau que s'ouvre l'espace du débat politique et idéologique sur le degré souhaitable de reconnaissance des cultures minoritaires. Pour les multiculturalistes, il faut encourager et célébrer la diversité culturelle en protégeant les cultures les plus faibles d'une perspective d'assimilation. Pour d'autres, en revanche, il faut que les cultures des minorités se fondent dans celle de la majorité au moins partiellement. Pour d'autres encore, elles doivent se fondre complètement.

Dans le premier cas, on parlera d'une politique publique qui cherche à maintenir et protéger l'identité culturelle des minorités. On l'appelle aussi parfois politique du pluralisme culturel ou politique *multiculturelle*. Dans le second cas, il s'agira d'une politique d'*intégration*, où l'on attend des personnes qu'elles adhèrent en partie aux valeurs et principes fondamentaux de société et de la culture majoritaire. Certains l'appellent aussi politique interculturelle. Dans le troisième cas, il s'agira d'une politique d'*assimilation* où l'on attend de ces personnes que, dans l'espace public à tout le moins, elles adhèrent complètement à la culture qui domine.

Les modèles connus de gestion de la diversité culturelle sont tous entrés dans une phase de crise¹¹. L'idée qu'il subsisterait des modèles nationaux ou locaux de bonne pratique prêts à l'usage a vécu. Aucun modèle n'a pu résister de manière convaincante aux crises que les sociétés d'immigration ont connues depuis 2001. L'objectif des décideurs politiques dans ce contexte consiste moins à rechercher des modèles de gestion de la diversité à transférer clé en main qu'à négocier pragmatiquement de nouveaux projets en partenariat avec les acteurs de terrain.

¹⁰ Voir ALEXANDER Michaël, *Cities and Labour Immigration*, op. cit., p. 25.

¹¹ JACOBS Dirk et REA Andrea « The End of National Models ? Integration Courses and Citizenship Trajectories in Europe », *International Journal on Multicultural Societies*, 2007, vol. 9, n° 2, pp. 264-283.

3. Liège, ville interculturelle ?

3.1. Les migrations et la diversité culturelle à Liège

Liège aime se présenter comme carrefour de cultures. Sa situation géographique mais aussi son histoire sociale, politique et économique ont fait de la ville un pôle d'attraction pour des citoyens d'autres villes et communes du pays, mais aussi d'autres parties plus ou moins éloignées du monde. Tout au long du xx^e siècle, Liège a accueilli des migrants et des réfugiés originaires d'horizons très variés, à la fois de pays voisins (par exemple l'Allemagne ou les Pays-Bas), d'Italie, d'Europe centrale et orientale et de pays méditerranéens comme le Maroc ou la Turquie pour n'en citer que quelques-uns. À la différence de ce qui s'observe à Anvers où l'immigration est tardive et ne concerne dans un premier temps que quelques groupes de nationalités (Espagnols, Marocains, Turcs), Liège s'est familiarisée à la rencontre d'immigrations diversifiées sur des périodes plus longues¹².

Si les Liégeois semblent connaître les grands moments de l'histoire migratoire de la ville – comme l'arrivée d'Espagnols durant la Guerre civile des années trente ou l'arrivée des travailleurs méditerranéens dans l'industrie houillère et sidérurgique au lendemain de la Seconde Guerre mondiale – il n'en va pas nécessairement de même pour la migration contemporaine. La population liégeoise s'est pourtant transformée de manière importante au cours des 30 dernières années. Alors que l'exode des classes moyennes vers la banlieue s'est intensifié, des populations que l'on pensait de passage se sont installées durablement. De même, de nouveaux migrants issus de pays avec lesquels la ville n'entretenait historiquement que peu de liens sont arrivés. Si des conflits lointains et l'élargissement de l'Union européenne expliquent en partie cette transformation, d'autres facteurs liés à l'attractivité de la ville en termes d'emploi, d'enseignement, de services ou de dynamiques communautaires parmi les populations étrangères doivent aussi être pris en considération.

Liège n'apparaît pas comme la seule ville de Belgique à connaître cette transformation des flux migratoires. De manière générale, les Wallons expriment de fortes craintes par rapport aux impacts culturels et économiques de la migration. Ils surestiment également le poids démogra-

¹² Voir BOUSETTA Hassan, *Immigration, Post-Immigration Politics and the Political Mobilisation of Ethnic Minorities : A Comparative Case-Study of Moroccans in Four European Cities*, unpublished PHD dissertation, Katholieke Universiteit Brussel, 2001, 444 p.

phique de l’immigration dans la population. De cette surestimation découle un soutien important aux politiques d’immigration restrictives et une attitude plutôt défavorable à la société multi- ou interculturelle.

Indépendamment du ressenti d’une partie de la population liégeoise qui se sent menacée par ce qu’elle perçoit comme étant une migration de masse, la population de la ville reste très largement belge. À Liège, les étrangers constituent 19 % de la population ce qui représente le double de la moyenne wallonne. Ce premier élément nous invite immédiatement à nous rappeler que la présence étrangère à Liège est bien entendu liée à son histoire industrielle mais aussi à la présence, aujourd’hui, d’opportunités et d’infrastructures qui la rendent désirable pour les populations étrangères (voir plus bas).

Au 1^{er} janvier 2015, 81 % de la population liégeoise était belge et 91 % était européenne (UE 28). Les 9 % restants sont constitués principalement de personnes provenant d’Afrique pour moitié et d’Asie pour un quart. Comme l’indiquent les recensements de 1991, 2001 et 2011, la proportion de la population étrangère est restée relativement stable à Liège mais certaines caractéristiques, notamment de genre, sont à noter. Alors que les femmes sont surreprésentées dans la population belge, les hommes le sont quant à eux au niveau de la population étrangère.

Part de non-belges (%) au 01/01

ID : 200500	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Liège	16,26	16,60	17,10	17,35	17,80	18,63	19,02	18,85	18,64	18,67
Wallonie	9,16	9,22	9,32	9,35	9,47	9,61	9,72	9,70	9,71	9,68

Source(s) : SPF économie - DG Statistique/Statistics Belgium.

Comparaison 1991, 2001, 2011

	BELGES	ÉTRANGERS	TOTAL						
Année	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL	HOMMES	FEMMES	TOTAL
2011	77.101	81.344	158.445	19.408	18.112	37.520	96.509	99.456	195.965
2001	73.519	81.232	154.751	15.903	13.950	29.853	89.422	95.182	184.604
1991	71.561	84.998	156.559	20.831	17.206	38.037	92.392	102.204	194.596

Source(s) : recensement 1991 et 2001, CENSUS 2011, SPF économie - DG Statistique/Statistics Belgium.

Cette stabilité de la population étrangère sur le plan statistique n'est pourtant qu'apparente. Différentes transformations ont eu lieu en lien avec la forte mobilité résidentielle de cette population, l'arrivée de vagues de migrations successives d'origines différentes et l'importance des naturalisations.

Bien que la proportion d'étrangers au sein de la population liégeoise soit restée relativement stable ces dernières années (de 17,06 % en 2007 à 18,5 % en 2013), sa composition est en train de se modifier profondément. L'équilibre entre citoyens européens et non-européens établis sur le territoire se maintient mais les profils à l'intérieur de ces deux grandes catégories se diversifient : les travailleurs migrants arrivés après 1945 sont progressivement remplacés par des Européens utilisant leur droit à la libre circulation et par des migrants fuyant des pays lointains et politiquement instables.

Si l'actualité récente et la crise syrienne ont placé la question des migrations au cœur de l'agenda politique et au sommet des préoccupations des Belges comme des Européens, les flux de réfugiés atteignant la Belgique continuent à ne représenter qu'une faible minorité des flux totaux d'étrangers vers la Belgique et Liège en particulier. L'élargissement de l'Union européenne vers l'Europe centrale et orientale en 2004 et la crise économique et financière initiée en 2008 semblent des facteurs bien plus pertinents pour comprendre les transformations récentes de flux migratoires vers Liège. Suite à l'adhésion de la Roumanie à l'Union européenne, on constate, par exemple, que le nombre total de ressortissants de ce pays établis sur le territoire a plus que doublé en seulement six ans. Plus marquant encore, entre 2007 et 2011, les effets de la crise économique dans le Sud de l'Europe connaissent une extension sur le territoire de la ville puisque le nombre d'arrivées annuelles de citoyens portugais et grecs vers Liège a triplé durant cette période tandis que le nombre d'arrivées d'Italiens a doublé. Ces arrivées de nouveaux migrants italiens ne compensent toutefois pas l'érosion de la population italienne à Liège, composée essentiellement de migrants présents depuis plusieurs décennies qui se voient, doucement mais sûrement, rattrapés par l'arrivée de migrants français qui – comme à Bruxelles – ne semble pas connaître de ralentissement. Il s'agit toutefois de noter que la diminution de certaines populations étrangères n'est pas due aux seuls départs ou décès de migrants. Entre 2010 et 2014, 7.148 étrangers domiciliés à Liège sont devenus belges et disparaissent en conséquence des statistiques de population étrangère. Traditionnellement, les citoyens non-européens sont plus enclins que les étrangers issus de l'UE à prendre la nationalité belge

dans la mesure où la construction européenne a réduit au fil des ans les différences de statuts entre nationaux et citoyens UE. Toutefois, on notera également que le durcissement récent des règles d'accès à la nationalité au niveau fédéral a ralenti le processus d'acquisition de la nationalité par des étrangers vivant à Liège. En 2014, ils n'étaient que 701 contre 1.537 en 2013¹³.

	Pays	N 2007	N 2013	Changement par rapport à 2007
1	Italie	9.959	7.921	-20,46 %
2	France	3.481	4.652	+33,63 %
3	Maroc	3.804	3.757	-1,2 %
4	Espagne	2.271	2.790	+22,85 %
5	Turquie	1.687	1.239	-26,55 %
6	RD Congo	1.695	1.208	-28,73 %
7	Roumanie	507	1.181	+132,93 %
8	Cameroun	508	815	+60,43 %
9	Algérie	646	685	+6,03 %
10	Pays-Bas	523	586	+12,04 %

Source(s) : Tableau de bord de la population liégeoise 2007 et 2013, Ville de Liège.

La majorité de ces demandeurs d'asile sont accueillis dans les bassins urbains en Belgique. L'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux (2013) de l'IWEPS¹⁴ montre que la Ville de Liège est la commune

¹³ Au cours de l'année 2014, 18.726 personnes ont acquis la nationalité belge, soit moitié moins qu'en 2013. Le taux de naturalisation s'élève donc à 1,5 % de la population étrangère, contre 2,9 % en 2013. Les principaux pays d'origine des personnes naturalisées belges en 2014 sont le Maroc, l'Italie, la Roumanie, la Pologne et la République démocratique du Congo. Un peu plus d'une personne sur huit ayant acquis la nationalité belge en 2014 était d'origine marocaine et près d'une personne sur cinq était originaire de l'un des quatre autres pays. Il y a dix ans, le Maroc, la Turquie, la République démocratique du Congo et l'Italie constituaient déjà les quatre premières nationalités antérieures des nouveaux Belges. La Russie, le Cameroun, la Roumanie et la Pologne ne faisaient alors pas partie du top dix. La Roumanie et la Russie sont les pays ayant connu la plus forte augmentation : la Roumanie est passée de moins de 1 % en 2004 à 4,4 % en 2014 (Statistics Belgium, chiffres clés 2015 : 17-18 - http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR_kerncijfers_2015_WEB_COMPLET_tcm326-275721.pdf).

¹⁴ Institut Wallon de l'Évaluation, de la Prospective et de la Statistique.

wallonne qui accueille le plus de demandeurs d'asile sur son territoire. Au 31 décembre 2012, 1.647 personnes étaient enregistrées à Liège et 16.506 en Wallonie. La moyenne pour les 262 communes wallonnes est faible et ne dépasse pas les 63 unités ! Il existe de très fortes fluctuations dans la situation administrative des personnes cherchant une protection en Belgique. Avec le durcissement des politiques migratoires et d'asile des dix dernières années, le nombre de personnes résidant sans titre de séjour valable en Belgique (sans-papiers) est reparti à la hausse depuis la dernière vague de régularisation de 2009. Comme l'ont documenté différents chercheurs, cette population vit dans une grande précarité¹⁵.

Bien que l'asile soit un phénomène important à l'échelle de la ville, ce sont bien les migrations internationales – à savoir l'installation d'étrangers sur le territoire pour d'autres motifs que la recherche d'une protection (ex. travail, étude, mariage...) – qui constituent l'essentiel des entrées sur le territoire de la ville. Plus remarquable encore, et comme le note l'IWEPS, c'est bien grâce à la migration internationale essentiellement européenne que la commune arrive à assurer une légère croissance de sa population depuis 2010¹⁶. Celle-ci est principalement d'origine européenne. Entre le 1^{er} janvier 2010 et le 31 décembre 2014, 9.025 habitants ont quitté la ville pour s'installer dans une autre commune belge. Toutefois, durant la même période, le solde migratoire international (à savoir la différence entre les départs et les arrivées de Liège pour l'étranger) indique une augmentation de 9.922 personnes (Mouvement de la population, 2010-2014, SPF économie - DG Statistique/Statistics Belgium). Autrement dit, en dépit de certains discours volontaristes et d'investissements destinés à convaincre les classes moyennes de rester ou revenir en ville, l'exode urbain continue à se produire à grande échelle dans la région liégeoise. Paradoxalement, la migration internationale – dont nous avons rappelé qu'elle était perçue négativement par nombre de Liégeois – est donc bien le moteur démographique qui permet à la population liégeoise de se maintenir voire de croître légèrement depuis le début de la décennie.

3.2. *L'interculturalité et la multiculturalité à Liège*

L'opposition de la population aux migrations contraste avec la position officielle des autorités communales liégeoises qui ont construit un dis-

¹⁵ E.g. ADAM Ilke, BEN MOHAMED Nadia, KAGNÉ Bonaventure, MARTINIELLO Marco et REA Andrea, *Histoires sans-papiers*, Bruxelles, Éditions Vista, 2002, 227 p.

¹⁶ CHARLIER Julien, DEBUISSON Marc, DUPREZ Jean-Paul et REGISTER Isabelle, *Mouvements résidentiels en Wallonie (1994-2014) : analyses des migrations intercommunales et construction de bassins résidentiels*, Working paper de l'IWEPS n° 21, janvier 2016.

cours relativement ouvert sur l'interculturel en reconnaissant explicitement la spécificité de la ville en tant qu'espace accueillant à la différence des cultures et produit de différentes vagues migratoires. Cette posture discursive s'accompagne également d'une série de mesures publiques visant à reconnaître la diversité sur le territoire de la ville.

L'origine de ces politiques est déjà ancienne. Dans une Belgique qui ne commencera à développer des politiques d'intégration que dans le courant des années nonante, la Ville de Liège n'hésite pas à lancer quelques initiatives pionnières. Fin des années soixante, elle aménage une parcelle musulmane au sein du cimetière communal de Robermont à la demande des autorités consulaires turques. En 1972, elle installe un conseil communal consultatif des immigrés dont l'existence durera près de 25 années. Liège innove à nouveau en 1995 en devenant l'une des premières communes à désigner au sein de son collège communal un échevin chargé d'une compétence spécifique en matière d'interculturalité. La même année est adoptée une charte contre le racisme et bien d'autres initiatives seront prises par la suite : visibilisation de la question dans le « Projet de ville »¹⁷ et par le biais du « Mois de la diversité » (Mars Diversité), soutien à l'associatif dans le domaine de l'interculturalité, participation à la coalition européenne des villes contre le racisme et les discriminations dès 2006. En outre, Liège et la Wallonie financent par différents plans (cohésion sociale, grandes villes, plan local d'intégration...) des dispositifs qui favorisent l'inclusion sociale des migrants et le vivre ensemble dans les quartiers. Grâce aux multiples associations de la société civile, regroupées en coordination de quartier, un maillage social et une certaine résistance permettent d'assurer un accompagnement social des plus faibles.

Cette mise en avant de la diversité comme politique s'accompagne d'une série d'initiatives prises par les migrants eux-mêmes par le biais d'associations parfois soutenues par les pouvoirs publics. Les associations permettant aux migrants de venir en aide à d'autres migrants issus d'autres communautés ou leur permettant de maintenir des pratiques culturelles associées au pays d'origine ne sont pas neuves à Liège. Aujourd'hui encore, nombreuses sont les associations italiennes ou maghrébines qui viennent en aide aux migrants et permettent à la seconde génération et aux non-migrants de se confronter aux cultures des pays d'origine. On observe aussi à Liège la création d'associations de migrants à vocation

¹⁷ Depuis 2003, la Ville de Liège s'est dotée de plusieurs projets de ville réussis. Ces projets rassemblent en un plan coordonné l'ensemble de mesures prioritaires qu'entend mettre en œuvre l'exécutif municipal pendant la durée de son mandat.

transnationale dont l'objectif est de contribuer au développement économique et social des pays d'origine depuis le pays de résidence.

En synthèse, on peut avancer qu'il existe à Liège une tradition de relative ouverture politique à l'immigration qui se situe dans une perspective et un discours de dialogue interculturel affiché. Cette question de l'immigration n'occupe toutefois pas une place centrale et déterminante dans le débat politique liégeois, signe qu'elle ne crée pas non plus de mobilisations importantes au sein de la population.

3.3. L'interculturalité à Liège : un contexte de vulnérabilité sociale des publics cibles

Si la migration internationale est un élément crucial permettant à Liège de maintenir – voire d'augmenter légèrement – sa population au XXI^e siècle, l'insertion sociale et économique de cette population reste un défi majeur. Les quatre indicateurs que nous présentons ici illustrent bien le chemin qu'il reste à parcourir pour atteindre l'objectif d'une ville interculturelle harmonieuse où il fait bon vivre ensemble.

Le premier indicateur est l'emploi. Il est traditionnellement considéré comme le facteur le plus puissant d'intégration des populations étrangères dans les sociétés d'arrivée. À Liège, la base de données 2014 du FOREM¹⁸ souligne que, parmi les 22.000 demandeurs d'emploi, les étrangers représentent moins de 15 %. Les Italiens et la population d'origine africaine constituent les groupes les plus importants. Ces données nous informent toutefois que la pauvreté se concentre principalement dans les quartiers d'accueil des primo-arrivants. Le nombre de demandeurs d'emploi est le plus important dans les quartiers du Longdoz-Vennes (2.730), de Bressoux-Droixhe (2.314), Sainte-Marguerite (2.159), Saint-Léonard (2.138), Guillemins (1.866) et Outremeuse (1.573). La situation socio-économique des populations d'origine marocaine et turque reste préoccupante. Selon différentes études, entre 30 et 40 % de ces familles vivent sous le seuil de pauvreté.

Dans le contexte actuel d'arrivée de demandeurs d'asile, de nombreuses craintes se sont exprimées quant à l'intégration future de ces populations sur le marché du travail. Grâce à une récente étude de la KUL et de l'ULB au sujet des demandeurs d'asile arrivés en Belgique à la fin des années nonante, l'on peut toutefois souligner un taux d'insertion socio-profes-

¹⁸ Service public wallon de l'emploi et de la formation.

sionnelle encourageant des réfugiés. En effet, quatre ans après la reconnaissance de leur statut, 55 % sont actifs sur le marché de l'emploi¹⁹.

Le logement est une seconde dimension qui permet de discuter de l'intégration de la population étrangère sur le territoire de la ville. L'une des caractéristiques principales du parc immobilier liégeois est son ancienneté : seulement 7 % des bâtiments à Liège ont été construits après 1981 contre 19,5 % en Wallonie.

À Liège, la taille moyenne des logements neufs est plus faible que dans les autres villes wallonnes²⁰. Par ailleurs, de très nombreuses maisons unifamiliales ont été subdivisées. En conséquence, les petits logements se sont multipliés et génèrent du surpeuplement. Dans les quartiers centraux et péri-centraux, on observe en effet un nombre disproportionné de petits logements de mauvaise qualité souvent offerts à un prix indécent. Le développement de ce processus est intimement lié au développement du pôle d'enseignement sans toutefois en être la cause exclusive. L'enseignement est en effet le deuxième secteur d'activité de la ville, après le commerce. Le nombre de « petits logements » (moins de 60 m²) ou de « très petits logements » (moins de 35 m²) a sensiblement augmenté au cours des dernières décennies (7.761 « très petits logements » en 1991 et 11.502 en 2001).

Les conséquences sont un manque de disponibilité de logements de taille et de qualité suffisantes. Plus de 500 familles sont sur la liste d'attente de l'aide locative du Fonds du Logement de Wallonie à Liège. Elles sont principalement d'origine étrangère. Les services sociaux rapportent que les migrants vivent souvent dans des logements trop exigus avec un faible niveau de salubrité.

Selon les résultats du Baromètre de la diversité logement publié en 2014²¹, les étrangers et Belges d'origine étrangère souffrent d'une discrimination structurelle sur le marché du logement privé en Belgique. Cette discrimination s'applique à toutes les étapes du processus de location d'un logement (prise de rendez-vous, visite, demande de garantie, conditions du bail, fin du bail). Comme l'illustre clairement le Baromètre, Liège

¹⁹ REA Andrea et WETS Johan, *The Long and Winding Road to Employment. An analysis of the Labour Market Careers of Asylum Seekers and Refugees in Belgium*, Bruxelles, Éditions BELSPO, coll. Science et Société, 2015, 187 p.

²⁰ Voir VANNESTE Dominique, THOMAS Isabelle et GOOSSENS Luc, « Le logement en Belgique », Politique Scientifique fédérale, Bruxelles, 2007, 211 p. Disponible à cette adresse : http://statbel.fgov.be/fr/binaries/mono_200102_fr%5B1%5D_tcm326-35799.pdf (adresse consultée le 1^{er} août 2017).

²¹ Plus d'information sur le site de : UNIA : http://unia.be/files/legacy/barometrelogement_fr_4._logement_prive.pdf

n'est pas épargnée par les pratiques discriminatoires des propriétaires et des agents immobiliers. Certains agents liégeois n'hésitent d'ailleurs pas à avouer que le critère de nationalité est fréquemment utilisé à la demande de leurs clients pour écarter les candidats locataires étrangers. Entre mauvaise qualité des habitations privées existantes, pratiques discriminantes des bailleurs et insuffisance de l'offre de logements sociaux, les nouveaux Liégeois se retrouvent dans une situation particulièrement précaire dès lors qu'il s'agit de logement.

L'éducation constitue la troisième dimension essentielle par laquelle appréhender l'intégration des nouveaux Liégeois. Les données statistiques relatives au niveau d'éducation de la population montrent que le niveau des Liégeois est comparable à celui des Wallons : respectivement 4 % et 3,8 % n'ont pas de diplôme, 12 % et 13 % ont un certificat d'enseignement primaire et 23 % et 20 % un certificat d'enseignement secondaire inférieur. Il faut pourtant rester prudent dans la mesure où, pour 13,2 % de la population liégeoise, aucun diplôme n'est renseigné (19.800 personnes) contre seulement 8,8 % au niveau wallon. Quand on distingue la population belge de la population étrangère, on constate que le niveau d'éducation de cette dernière est nettement inférieur : 6,8 % n'ont tout simplement pas de diplôme, contre 3 % des Belges et 20,4 % ont seulement la certification d'enseignement primaire, contre 11,4 % des Belges²².

La maîtrise de la langue est un élément déterminant pour favoriser la participation sociale, économique et culturelle des migrants. Parmi les perceptions fréquemment véhiculées sur les migrants, on entend que les migrants manqueraient de volonté pour apprendre le français. À Liège, malgré les récents efforts des autorités régionales pour augmenter l'offre, plus de 500 personnes sont inscrites sur des listes d'attente des cours de « français langue étrangère » (FLE). Difficile dans ces circonstances de parler d'un vrai manque de volonté des migrants. Une autre donnée est celle relative à la maîtrise de la langue parmi les demandeurs d'emploi. Selon le FOREM²³, les personnes ayant une connaissance élémentaire (niveau 1) ou moyenne du français (niveau 2) résident principalement dans les quartiers à plus forte population immigrée : Bressoux/Droixhe (277 et 584), Longdoz (175 et 621), Sainte-Marguerite (209 et 478), Saint-Léonard (210 et 482) et Outremeuse (100 et 328).

²² Ces données officielles sont extraites des fichiers de CENSUS 2011. Ils sont disponibles à cette adresse : <http://census2011.fgov.be> (adresse consultée le 13 juillet 2017).

²³ Le FOREM est l'agence de formation professionnelle compétente sur l'ensemble du territoire de la Wallonie. Les données présentées concernent l'année 2014.

La dernière dimension de l'intégration des nouveaux Liégeois est la dimension politique. La participation politique des nouveaux Liégeois prend au moins deux formes. La première est électorale et s'intéresse à la participation des étrangers et des Belges d'origine étrangères aux scrutins. La littérature sur les migrations fait fréquemment usage du taux de participation des personnes étrangères aux élections pour juger de leur capacité d'influence sur la scène politique. Dans la mesure où les Belges d'origine étrangères sont soumis à l'obligation de vote comme tous les autres Belges, cet indicateur ne présente qu'un intérêt limité. Les étrangers européens et non-européens en revanche peuvent tous deux participer aux élections communales depuis 2006 et cette participation n'est obligatoire qu'une fois qu'ils ont effectué la démarche volontaire de s'inscrire au registre des électeurs. Si la participation des étrangers aux communales de 2006 et 2012 s'est révélée être un succès très limité sur l'ensemble du territoire belge, la Ville de Liège se démarque comme l'une des villes du pays où la mobilisation des électeurs étrangers a été la plus forte. Différents facteurs liés à la mobilisation et la circulation de l'information au sein des communautés étrangères peuvent expliquer cette situation. Tout d'abord, la présence de longue date de communautés immigrées importantes comme les Italiens et les Marocains – dont de nombreux membres ont été impliqués dans différents combats sociaux et politiques – permet de faire circuler l'information sur le droit de vote de façon plus aisée par le biais de réseaux communautaires bien établis. Ensuite, l'expérience des autorités communales, du CRIPEL (Centre Régional pour l'Intégration des Personnes étrangères et d'origine étrangère) et d'autres acteurs associatifs dans le secteur de l'interculturalité facilite le développement de campagnes d'information appropriées pour toucher ces publics. Enfin, la présence d'élus d'origine étrangère dans les conseils communaux a constitué un relais supplémentaire dans la diffusion de cette information.

Conclusion

Liège se profile incontestablement en ville d'immigration. Comme nous l'avons montré, les nouveaux Liégeois présentent des caractéristiques différentes des migrants d'hier. Ils sont bien plus diversifiés dans leur origine et leur profil socio-économique. Liège est également une ville qui revendique un engagement à l'interculturalité et une relative méfiance à l'égard du multiculturalisme. Ces options se traduisent de manière relativement pacifiée dans la vie liégeoise : le sujet fait l'objet d'une relative ouverture de la part des autorités communales.

Le type d'interculturalité qui est proposé à Liège est avant tout marqué par le pragmatisme et la recherche d'une forme de pacification sociale. L'expérience liégeoise en matière d'interculturalité démontre en effet qu'il existe un espace indéterminé entre un réel discours d'ouverture à la diversité culturelle et des pratiques au niveau des politiques publiques qui peuvent apparaître en contradiction avec ce credo. L'inscription du pouvoir municipal dans une plus vaste politique régionale et fédérale peut en partie expliquer ce phénomène. Dans ses interventions en matière d'interculturalité, l'autorité locale liégeoise s'inscrit moins dans une quête de perfectionnement d'un modèle théorique cohérent que dans une forme de souplesse qui autorise des oscillations entre un interculturelisme modéré et des pratiques qui n'excluent en aucune manière des pointes d'assimilationisme.

Toutefois, à la lecture des indicateurs présentés dans les quatre dimensions de l'intégration, il est clair qu'une partie de la population migrante établie à Liège est particulièrement vulnérable et fragile. Au-delà des discours et des pratiques visant à renforcer l'acceptation du caractère interculturel de la population liégeoise contemporaine, ce constat devrait inciter les autorités à davantage promouvoir l'interculturalité dans des politiques généralistes telles que l'emploi, le logement, l'éducation... (pour lesquelles elle n'est cependant pas toujours la seule autorité compétente).

Bibliographie

Ouvrages :

- ADAM Ilke, BEN MOHAMED Nadia, KAGNE Bonaventure, MARTINIELLO Marco et REA Andrea, *Histoires sans-papiers*, Bruxelles, Éditions Vista, 2002, 227 p.
- ALEXANDER Michaël, *Cities and Labour Immigration. Comparing policy responses in Amsterdam, Paris, Rome and Tel Aviv*, Aldershot, Ashgate, 2007, 242 p.
- BARRETT Martyn (dir.), *Interculturalism and multiculturalism : Similarities and Differences*, Strasbourg, Council of Europe Publishing, 2013, 187 p.
- BOUSETTA Hassan, *Immigration, Post-Immigration Politics and the Political Mobilisation of Ethnic Minorities : A Comparative Case-Study of Moroccans in Four European Cities*, unpublished PHD dissertation, Katholieke Universiteit Brussel, 2001, 444 p.
- GSIR Sonia, « Immigration. L'illusoire contrôle de la diversité », in BRAHY Rachel et DUMONT Élisabeth (dir.), *Dialogues sur la diversité*, Liège, Presses Universitaires de Liège, 2015, pp. 149-164.
- LAFLEUR, Jean-Michel, *Le Transnationalisme politique : Pouvoir des Communautés immigrées dans leurs Pays d'accueil et Pays d'origine*, Louvain-la-Neuve, Academia-Bruylant, 2005, 76 p.
- MARTINIELLO Marco, *La démocratie multiculturelle, Citoyenneté, diversité, justice sociale*, Paris, Presses de Sciences Po/La Bibliothèque du citoyen, 2011, 160 p.
- MC GHEE Derek, *The End of Multiculturalism ? Terrorism, Integration and Human Rights*. Buckingham, Open University Press, 2008, 198 p.
- REA Andrea et WETS Johan, *The Long and Winding Road to Employment. An analysis of the Labour Market Careers of Asylum Seekers and Refugees in Belgium*. Bruxelles, Éditions BELSPO, Collection : Science et Société, 2015, 187 p.
- ROCHER Guy, *Introduction générale à la sociologie*, Montréal, Éditions HMM, 1969, 554 p.
- VANNESTE Dominique, THOMAS Isabelle et GOOSSENS Luc, « Le logement en Belgique », Politique Scientifique fédérale, Bruxelles, 2007, 211 p.

Articles de revue :

- CHARLIER Julien, DEBUISSON Marc, DUPREZ Jean-Paul et REGISTER Isabelle, *Mouvements résidentiels en Wallonie (1994-2014) : analyses des migrations inter-communales et construction de bassins résidentiels*, Working paper de l'IWEPs n° 21, janvier 2016.
- JACOBS Dirk et REA Andrea « The End of National Models ? Integration Courses and Citizenship Trajectories in Europe », *International Journal on Multicultural Societies*, 2007, vol. 9, n° 2, pp. 264-283.
- LAFLEUR, Jean-Michel et STANGHERLIN Gregor, « Les nouveaux Liégeois. Migrations et transformation urbaine », *Revue Dérivations*, 2016, n° 3, pp 194-203.

MODOOD Tarik, « Is Multiculturalism Dead ? », *Public Policy Research*, 2008, vol. 15, n° 2, pp. 84-88.

MEER Nasar et MODOOD Tarik, « How does Interculturalism Contrast with Multiculturalism ? », *Journal of Intercultural Studies*, 2011, vol. 33, n° 2, pp. 175-196.

Rapport :

Statistics Belgium, chiffres clés 2015 disponible à cette adresse : 17-18 - http://statbel.fgov.be/fr/binaries/FR_kerncijfers_2015_WEB_COMPLET_tcm326-275721.pdf (adresse consultée le 11 juin 2018).

Sites internet :

CENSUS 2011 : <http://census2011.fgov.be> (adresse consultée le 13 juillet 2017).

« Le logement en Belgique », Politique Scientifique fédérale, Bruxelles, 2007, 211 p. Disponible à cette adresse : http://statbel.fgov.be/fr/binaries/mono_200102_fr%5B1%5D_tcm326-35799.pdf (adresse consultée le 1^{er} août 2017).

UNIA : http://unia.be/files/legacy/barometrelogement_fr_4._logement_prive.pdf (adresse consultée le 11 juin 2018).

